



BAROMÈTRE DES EXPORTATEURS 2024

OPTIMISME PRUDENT



TURNING UNCERTAINTIES
INTO **OPPORTUNITIES**

BAROMÈTRE DES EXPORTATEURS 2024 :

OPTIMISME PRUDENT

- > Plus de **1.000 entreprises** ont participé à ce neuvième Baromètre des exportateurs organisé par Credendo et Trends-Tendances.
- > **Deux répondants sur trois** occupent une fonction de direction parmi les sociétés exportatrices.
- > L'**optimisme des entreprises** est en hausse, malgré une recrudescence des freins et risques à l'exportation.
- > La perspective d'une victoire de **Donald Trump** inquiète près de neuf répondants sur dix.
- > Les entreprises sont prêtes à s'engager dans la transition vers **une économie décarbonée**.

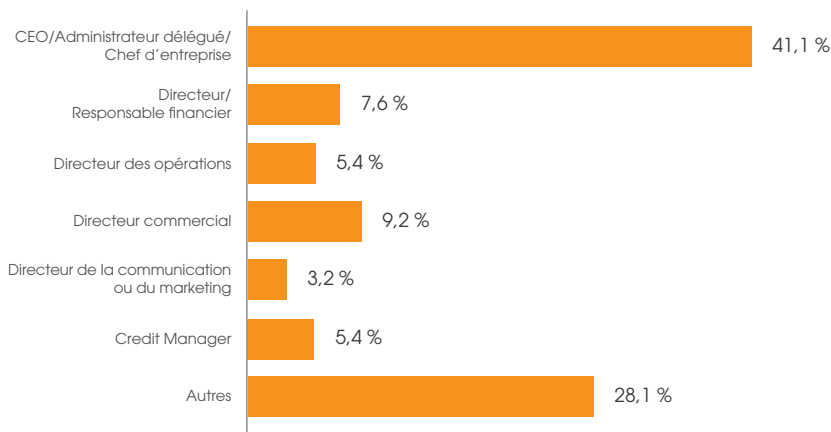
Trends^{tendances} & CREDENDO

PROFIL DES ENTREPRISES ACTIVES À L'INTERNATIONAL

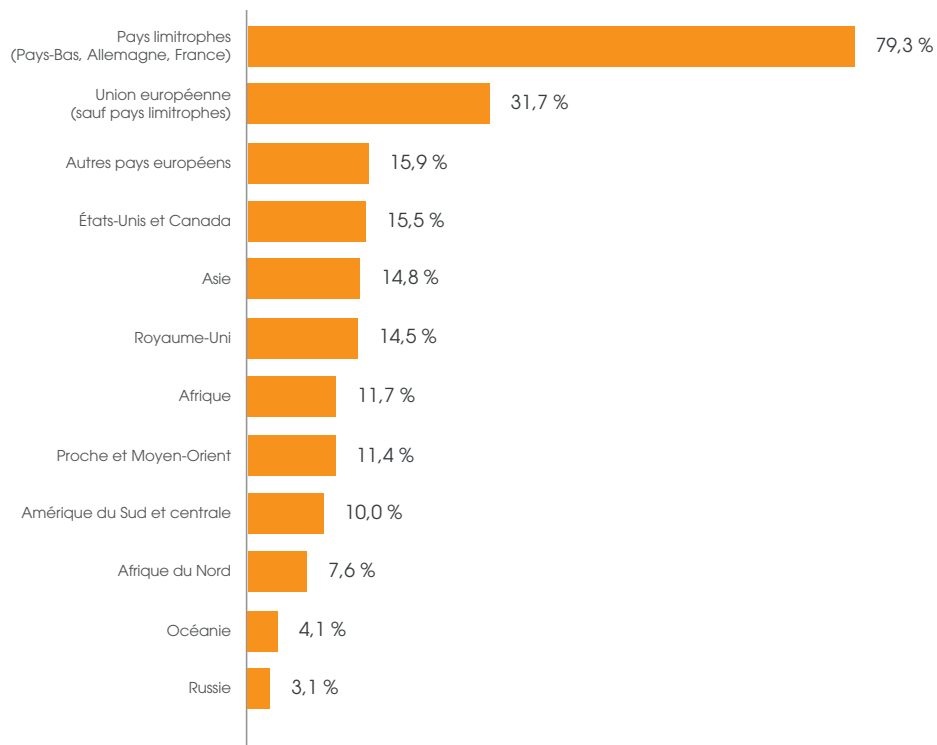
En ce qui concerne les activités à l'exportation, les principaux débouchés ont peu évolué. Les pays limitrophes (cités par 79 % des entreprises exportatrices) devancent de loin le reste de l'Union européenne (32 %). Au niveau de l'exportation intercontinentale, les États-Unis et le Canada (16 %) confirment leur première place devant l'Asie (15 %).

Cette neuvième édition du Baromètre des exportateurs de Credendo et Trends-Tendances témoigne une nouvelle fois de la grande résilience des entreprises belges en matière de commerce extérieur. Elles demeurent ainsi plutôt optimistes malgré la multiplication des sources de tensions et des risques, en particulier sur le plan géopolitique. Signe que cette confiance est largement partagée, notre panel de répondants était extrêmement diversifié, que cela soit en termes de fonctions ou de secteurs représentés. Plus de 1.000 entreprises issues de plus d'une vingtaine de secteurs d'activité, allant des services aux entreprises aux instruments d'optique en passant par l'industrie pharmaceutique, y ont ainsi pris part.

Profil des répondants parmi les sociétés exportatrices



Principaux marchés à l'exportation

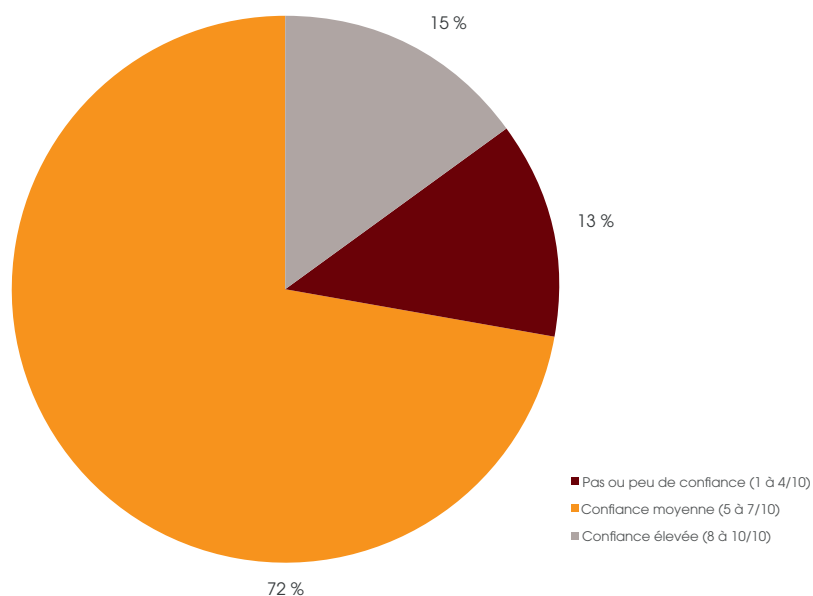


OPTIMISME MESURÉ

LES ENTREPRISES EXPORTATRICES UN PEU PLUS CONFIANTES

Les entreprises semblent s'adapter aux nombreuses sources de tensions tiraillant le monde et l'économie depuis 2020. L'indicateur de confiance a ainsi progressé de 5,9 en 2023 à 6,1 cette année, le deuxième chiffre le plus élevé depuis le lancement du Baromètre en 2016. Les entreprises déjà actives à l'exportation sont même encore un peu plus optimistes avec un indicateur de 6,2. À noter que la progression de l'indicateur par rapport à 2023 résulte surtout d'une hausse de la part d'entreprises se disant moyennement confiantes (de 62 % à 72 %) combinée à une nette baisse des pessimistes (de 21 % à 13 %).

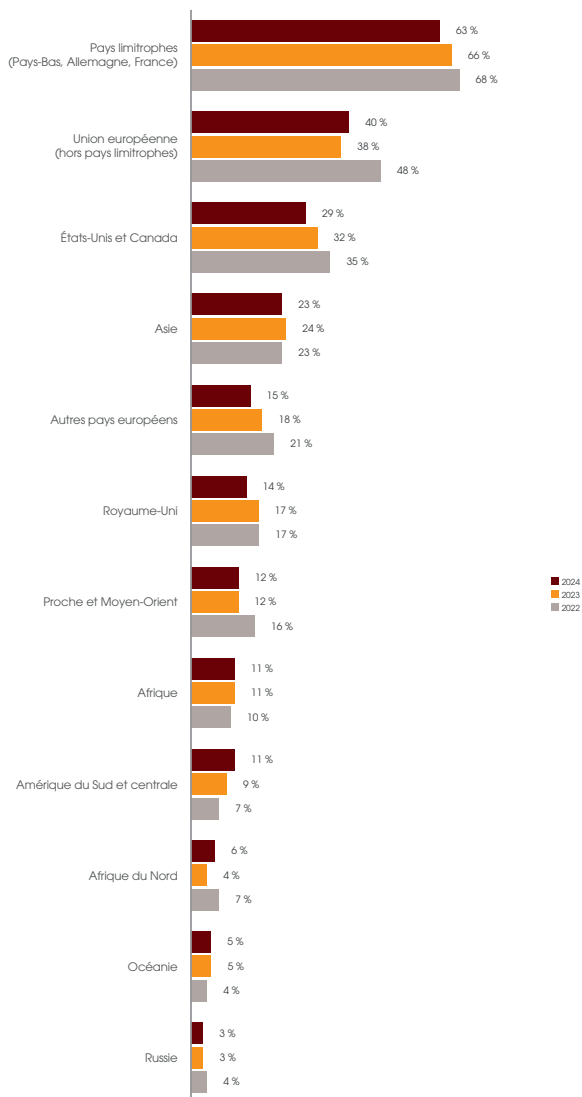
Confiance des entreprises



OPPORTUNITÉS PLUS CIBLÉES

En termes d'opportunités à l'export, la tendance à une approche plus ciblée se confirme. En moyenne, chaque répondant a cité 2,4 régions géographiques contre 2,5 l'année dernière et 2,7 en 2022. Le classement évolue par contre peu, même si une tendance à l'exportation lointaine semble se dessiner. Sur deux ans, les zones européennes reculent ainsi davantage alors que l'Amérique centrale et du Sud progresse et que l'Asie se stabilise malgré la reprise post-covid décevante en Chine dans le sillage de la levée des mesures sanitaires strictes fin 2022.

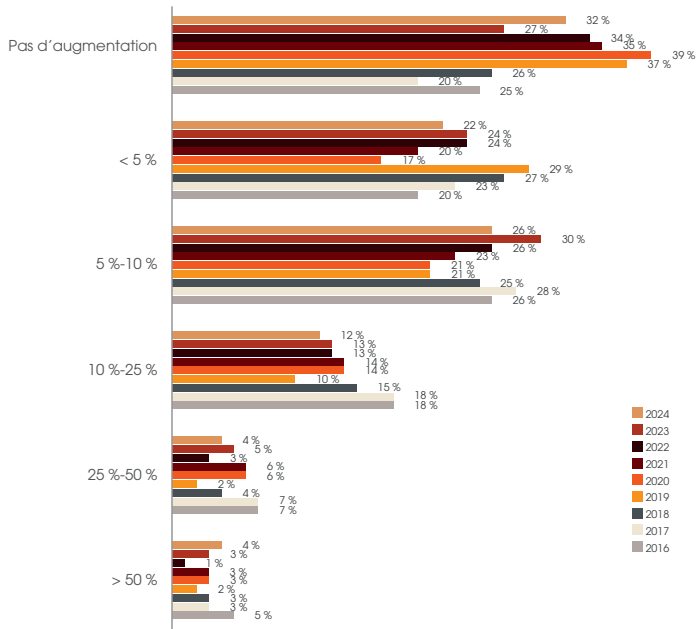
Régions les plus prometteuses selon les entreprises



POTENTIEL LIMITÉ À COURT TERME

En termes de potentiel de croissance pour les trois prochaines années, les entreprises exportatrices se montrent plus prudentes. Quasiment une sur trois n'anticipe aucune hausse de ses exportations et près d'une sur quatre table sur une croissance modeste de moins de 5 %. Dans le détail, soulignons que les entreprises réalisant au moins la moitié de leur chiffre d'affaires à l'export se montrent plus confiantes, une sur trois tablant sur une croissance d'au moins 10 % pour les trois années à venir.

Hausse attendue des exportations au cours des trois prochaines années

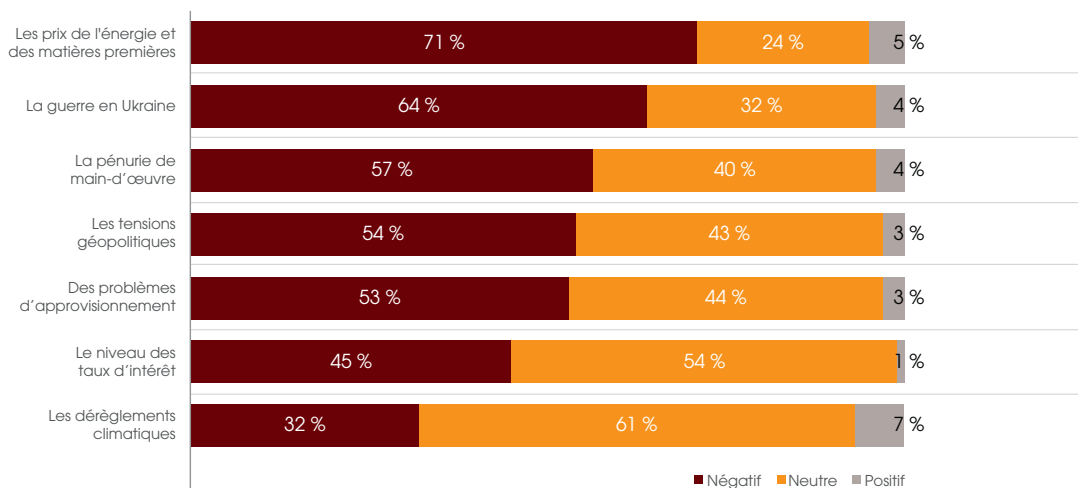


LES RISQUES GÉOPOLITIQUES INQUIÈTENT

LES ENTREPRISES S'ADAPTENT PETIT À PETIT

Les prix de l'énergie et des matières premières affectent toujours les ventes à l'étranger de sept entreprises exportatrices sur dix. Ce qui reste élevé, mais témoigne d'une baisse par rapport aux années précédentes (83 % en 2022 et 80 % en 2023). La guerre en Ukraine (de 69 % en 2023 à 64 % en 2024), la pénurie de main-d'œuvre (de 59 % à 57 %), les problèmes d'approvisionnement (de 59 % à 53 %) et les dérèglements climatiques (de 36 % à 32 %) se tassent également. À contre-courant, les tensions géopolitiques (conflit commercial entre les États-Unis et la Chine, conflit armé au Proche-Orient, etc.) sont davantage citées que l'année dernière (44 %), signe que les entreprises sont de plus en plus affectées par les conflits dans le monde.

Impact des principaux événements sur les exportations



Comme les années précédentes, les entreprises très actives à l'export (> 50 % de leur chiffre d'affaires) se déclarent davantage affectées, surtout par les prix de l'énergie et des matières premières (78 %), la guerre en Ukraine (69 %) et les tensions géopolitiques (66 %). Cet impact supérieur peut s'expliquer par leur plus grande exposition à la concurrence internationale ainsi qu'aux nombreux conflits régionaux.

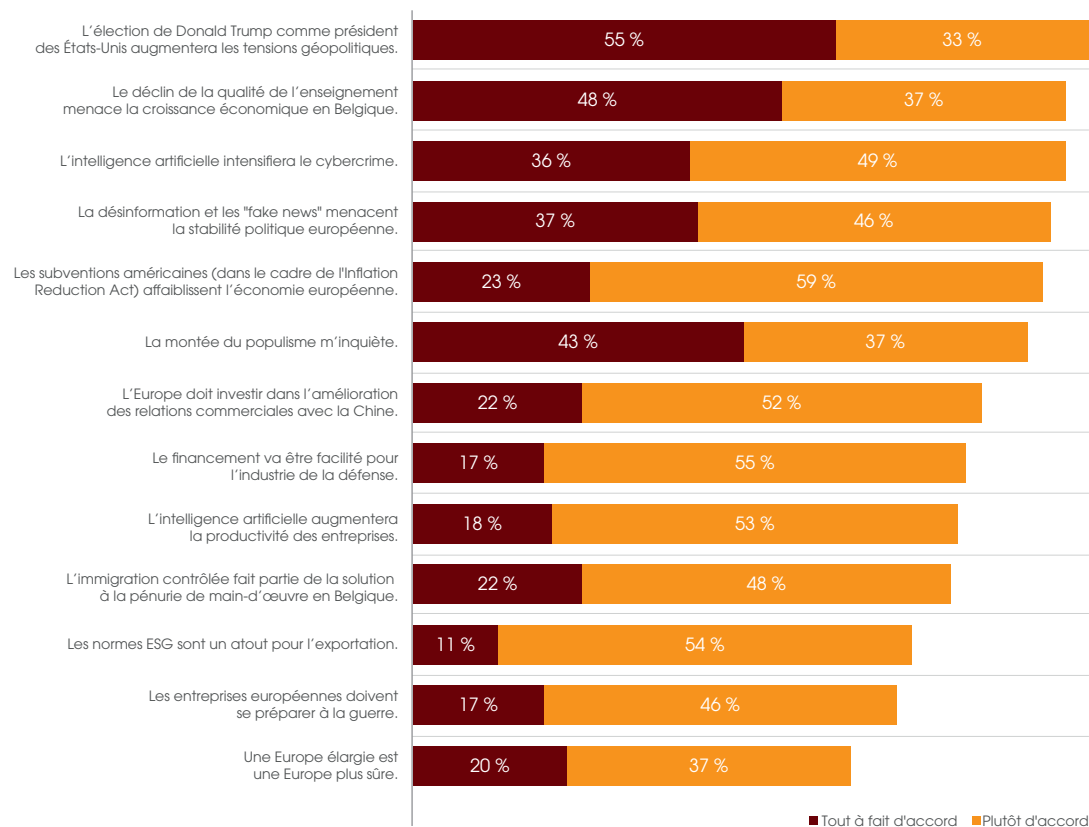
L'ÉPOUVANTAIL DONALD TRUMP

Plus de la moitié de la population mondiale a été ou sera appelée aux urnes en 2024. Clairement, les répondants au Baromètre des exportateurs redoutent le plus Donald Trump : 88 % estiment qu'une victoire de l'homme d'affaires controversé aurait pour conséquence d'accroître les tensions géopolitiques dans le monde. Ce qui se reflète également sur la crainte d'une guerre (63 %).

Plus largement, huit répondants sur dix s'inquiètent de la montée du populisme dans le monde et en Europe où la prochaine Commission aura de nombreux défis à relever. Une large majorité d'entreprises espère ainsi une amélioration des termes du commerce avec les États-Unis (à la suite de mesures à relents protectionnistes incluses dans l'Inflation Reduction Act) et la Chine tout en préservant les valeurs de l'Europe en matière d'immigration (contrôlée) et de durabilité, les normes ESG (environnementales, sociales et de gouvernance) étant largement considérées comme un atout.

L'autre grand thème de préoccupation pour les entreprises sondées est l'évolution technologique. L'intelligence artificielle est ainsi tant perçue comme une menace en matière de cybercriminalité (85 %) qu'une opportunité d'améliorer la productivité (71 %). Les vives inquiétudes concernant l'impact économique d'un déclin de la qualité de l'enseignement en Belgique (85 %) sont sans doute également en partie motivées par cette évolution rapide des technologies.

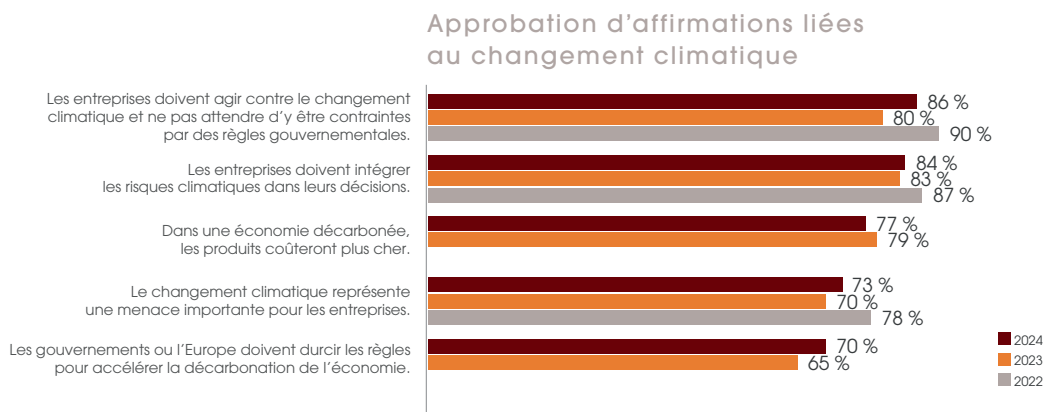
Approbation d'affirmations relatives à l'actualité



PRISE DE CONSCIENCE DES ENJEUX CLIMATIQUES

L'AFFAIRE DE TOUS

La reconnaissance par près de deux entreprises sur trois que les normes ESG constituent un atout peut surprendre alors que la contestation est parfois vive par rapport aux mesures environnementales. Cela reflète toutefois une réelle prise de conscience de la nécessité de la transition pour préserver la planète et l'économie à long terme. Par rapport à l'année dernière, davantage de répondants estiment ainsi que les entreprises doivent agir pour intégrer les risques climatiques et soutenir la transition vers une économie décarbonée. La crainte d'une hausse des prix demeure toutefois largement partagée (77 %).



FREINS STRUCTURELS ET MAUVAISES EXPÉRIENCES

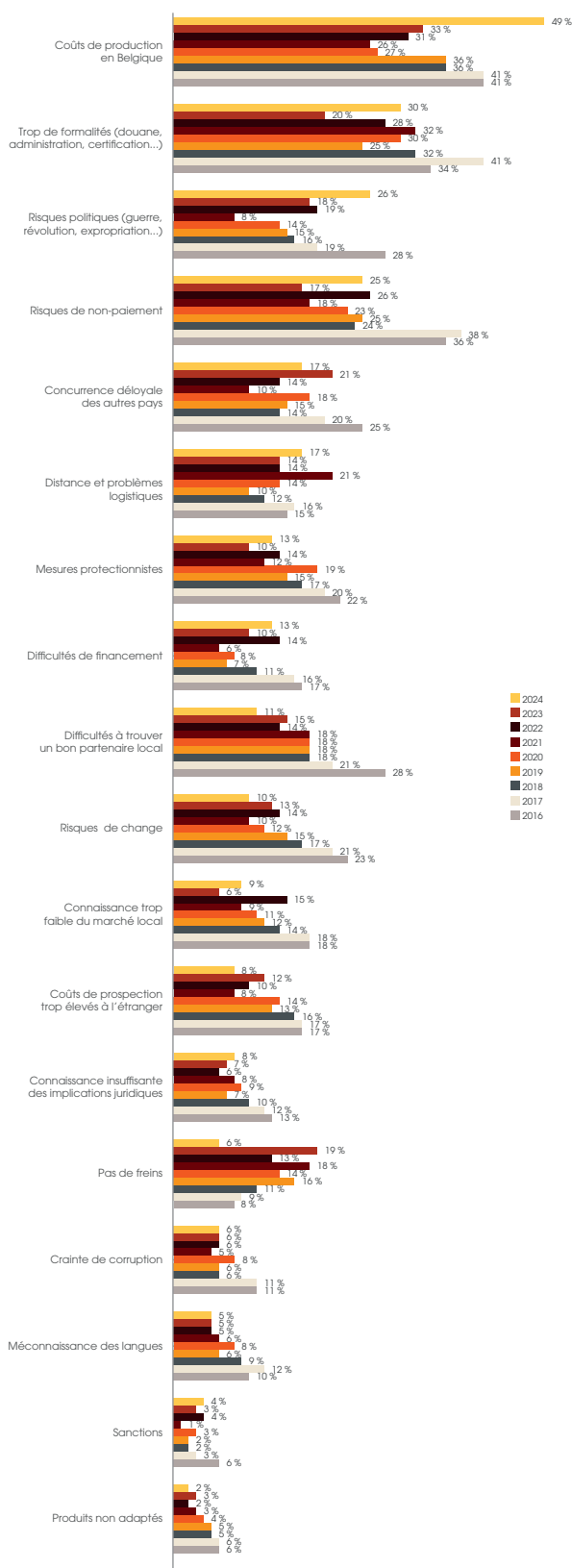
LA HAUSSE DES COÛTS DE PRODUCTION INQUIÈTE

Les entreprises exportatrices ont cité en moyenne 2,6 freins (non liés à l'actualité) à leurs activités à l'international cette année, marquant une très nette hausse par rapport aux années précédentes : 2,1 freins en 2023, 2,3 en 2022 et 2,0 en 2021. En outre, la part d'entreprises estimant ne rencontrer aucun frein à l'exportation a chuté de 19 % l'année dernière à 6 % en 2024, le chiffre le plus bas observé depuis le début du Baromètre des exportateurs en 2016.

Cette recrudescence résulte avant tout de la détérioration perçue de la position concurrentielle de la Belgique (49 %). Outre l'environnement inflationniste et les coûts de l'énergie, l'indexation historique de 11 % pour un tiers des salariés du secteur privé en janvier 2023 a sans doute sensiblement pesé dans la balance. Rappelons que la Belgique est l'un des seuls pays au monde prévoyant une indexation automatique des salaires.

Le deuxième frein le plus cité est celui des formalités administratives (30 %), ce qui s'assimile parfois à un protectionnisme déguisé via l'édification de barrières non tarifaires. Le troisième frein le plus cité est sans surprise la recrudescence de risques politiques (26 %). Ceux-ci n'avaient été davantage cités qu'en 2016 lors du vote en faveur du Brexit au Royaume-Uni. Enfin, notons la très forte hausse des risques de non-paiement (25 %) dont les entreprises peuvent se prémunir.

Principaux freins à l'exportation



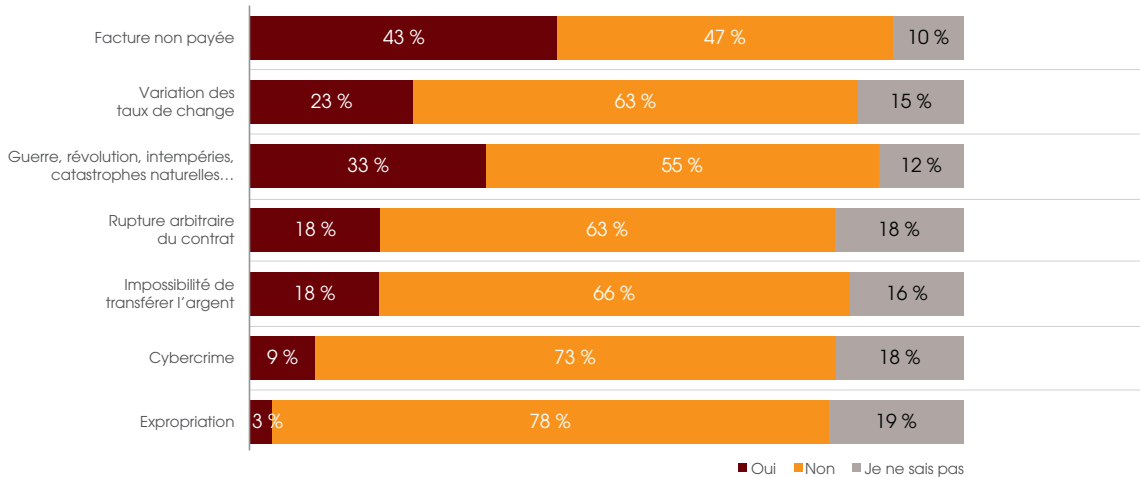
Dans le détail, les entreprises réalisant au moins la moitié de leurs revenus à l'étranger épinglent davantage de freins (3,1 par répondant en moyenne) avec surtout une très nette différence concernant les risques politiques, cités par près d'un répondant sur deux. Ce qui peut s'expliquer par leur plus grande dépendance aux marchés plus éloignés, une tendance qui transparaît aussi au niveau des risques de change (19 % des entreprises réalisant la moitié de leur chiffre d'affaires à l'export) ou des mesures protectionnistes (20 %), par essence plus limitées au niveau européen.

Les entreprises moins actives à l'exportation citent par contre proportionnellement davantage les coûts de prospection ou les connaissances juridiques ou du marché local.

DES PERTES ET DOMMAGES STABLES

En moyenne, chaque entreprise exportatrice a déclaré 1,5 mauvaise expérience en 2024, confirmant la baisse observée en 2023 (1,4) par rapport à 2022 (1,8). Dans le détail, l'origine de ces pertes demeure largement stable, les factures non payées étant toujours en tête des problèmes à 43 %. La proportion dépasse même les 60 % parmi les entreprises très actives à l'exportation. Sans surprise, les risques politiques au sens large (guerres, révolutions, impossibilité de transférer les devises, catastrophes naturelles, etc.), spécialité de Credendo, continuent de progresser à 33 % contre 27 % en 2023 et 16 % en 2021, avant que n'éclate notamment la guerre en Ukraine. La bonne nouvelle vient de la cybercriminalité en baisse de 13 % à 9 %.

Origine des pertes et dommages subis



RECOURS ACCRU AUX COUVERTURES

Plusieurs instruments et techniques permettent aux entreprises de se prémunir des risques liés aux exportations. Le premier constat est qu'ils sont de plus en plus utilisés, la part d'entreprises ne prenant pas de couverture ayant chuté d'un tiers depuis 2021. Dans le détail, le paiement à l'avance à 100 % demeure la protection la plus citée (33 %). Si cette solution brille par sa simplicité, ce n'est évidemment pas possible dans tous les cas, les clients à l'étranger souhaitant également se prémunir de toute mauvaise surprise. Les garanties bancaires (27 %) rebondissent à la deuxième place, juste devant l'assurance-crédit (25 %) qui est aussi de plus en plus plébiscitée, tout particulièrement par les entreprises réalisant au moins la moitié de leur chiffre d'affaires à l'export (38 %). Ce qui témoigne de l'importance de s'entourer de partenaires solides pour exploiter les opportunités commerciales à l'étranger.

Couverture des risques de non-paiement

